



Pour un redéploiement des politiques territoriales de compétences

Plus que jamais les politiques territoriales de l'emploi et de l'insertion sont au cœur des débats. Alors que la politique de la Ville est en question, **Yohan DAVID**, Président de la Maison de l'Emploi de Bordeaux, plaide pour une mise en œuvre ambitieuse des dispositifs territoriaux tels que les PLIE, la Clause sociale, avec un déploiement des facilitateurs sur tout le territoire, ou la Gestion Prévisionnelle Territoriale des Emplois et des Compétences. Autant d'outils qui ont fait leurs preuves en matière d'insertion des personnes éloignées durablement de l'emploi.

Des outils territoriaux qui ont fait leurs preuves

Si les financements par l'Etat des Maisons de l'Emploi sont en constante diminution et sont remis en cause en 2019, elles se battent au quotidien pour maintenir leurs actions et leurs offres de services. Le travail en réseau et en proximité des Maisons de l'Emploi, grâce à un maillage performant sur les territoires, permet à la fois d'être au plus près des besoins, de mobiliser et d'adapter l'offre de service des acteurs.

Les Maisons de l'Emploi favorisent la rencontre entre les demandeurs d'emploi et les entreprises et travaillent à l'anticipation des besoins en compétences qui font aujourd'hui partie des préoccupations centrales des acteurs de l'emploi et de l'insertion et ce, à tous les échelons.

Le travail effectué par les PLIE (financés par l'Etat par le Fonds Social Européen et les Collectivités Territoriales) auprès des populations très éloignées de l'emploi a permis d'accompagner plus de 200 000 personnes sur 24 mois dont 72 % ont retrouvé un emploi.

Quant à la fonction de facilitateurs créée par les PLIE, les MDE et l'Alliance Villes Emploi, en 1995, ils sont aujourd'hui 444. Chaque année les facilitateurs accompagnent plus de 20 millions d'heures d'insertion pour près de 60 000 personnes.

La nécessité d'un déploiement à plus grande échelle des politiques territoriales

On le sait, la politique de la Ville a suscité de nombreuses réactions et les élus souhaitent des actions de plus grande ampleur.

Le chef de l'État a annoncé ce mardi 22 mai une forte mobilisation des élus et des associations pour améliorer la vie dans les quartiers difficiles. Il a souligné la nécessité d'introduire l'insertion dans la commande publique, ce que porte depuis 23 ans la clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi.

Alliance ville Emploi, le PLIE de Bordeaux et la Maison de l'Emploi de Bordeaux ne peuvent que s'en réjouir. Les dispositifs qu'elle a créés et mis en œuvre viennent des observations du terrain et des élus territoriaux. Dans le cadre des quartiers sensibles, les dispositifs des facilitateurs pourraient couvrir 100 % des quartiers pour les jeunes et toutes les personnes éloignées de l'emploi. Cela permettrait la création de 36 000 emplois et de 10 millions d'heures d'insertion.

C'est pourquoi, l'association invite les médias dans le cadre de la semaine de manifestations qu'elle déploie sur tout le territoire, à rencontrer **Yohan DAVID**, Président de la Maison de l'Emploi de Bordeaux et les membres du Conseil d'administration.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

Camille SANDEAU-RELAIX - Chargée de Communication
T. 05 57 78 15 17
c.sandeaum@maison-emploi-bordeaux.fr